CHERTÉ DE LA VIE

PROBLÈMES
ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

PAR

JEAN VALJEAN II

PRIX, 10 CENTINS

FS012
1913
V173

Montréal, 9 Novembre 1913.

F 3191 458

CHERTÉ DE LA VIE

ET

PROBLÈMES

ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

PAR

JEAN VALJEAN II

PRIX, 10 CENTINS

Montréal, 9 Novembre 1913.

F-5012
1913
V173

I

PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

Le problème de la vie chère, qui devient de plus en plus inquiétant, et qui préoccupe aujourd'hui tout le monde, nous a amené à faire les quelques réflexions qui vont suivre sur notre organisation économique et sociale; car c'est dans cette organisation, évidemment, que se trouve la cause du mal, et c'est là, par conséquent, qu'il faut chercher le remède.

Depuis cent ans, depuis cinquante ans même, les moyens de produire et de distribuer les choses nécessaires à la vie des hommes se sont complètement transformés; avec la vapeur, les chutes d'eau et l'électricité, comme forces motrices, et la machine, l'effort et le temps nécessaires pour produire ou transporter un objet ont été réduits à un dixième, un cinquantième, un centième de ce qu'ils étaient autrefois; on peut aujourd'hui en une heure récolter, battre et moudre plus de grain qu'autrefois, avec la faucille et le fléau, en une semaine; un ouvrier tisse vingt-cinq verges de drap pendant le temps qu'il fallait pour en tisser une verge; la machine à coudre fait cent points pendant que la petite aiguille en fait un; et au moyen des chemins de fer et des grands navires à vapeur on peut transporter dix mille tonnes de marchandises à une distance de cinq mille milles en moins de temps qu'il en fallait avec les chevaux, les mulets et les voiliers pour en transporter cent tonnes à trois cents lieues, ce qui permet d'utiliser des quantités énormes de produits spontanés de la nature, qui autrefois périssaient sur place, faute de pouvoir être transportés en temps utile, comme les fruits des pays chauds, ou d'exploiter d'immenses territoires que leur éloignement rendait inaccessibles, comme l'ouest canadien.

Il semblerait naturel que de ce progrès prodigieux que l'homme a accompli dans l'art de produire et de distribuer les choses dont il a besoin eussent découlé une abondance et une facilité de vivre correspondantes; que la misère et les privations, inévitables pour nos ancêtres, qui étaient obligés d'arracher leur nourriture à la terre, presque avec leurs ongles, nous fussent inconnues. Pourtant, il n'en a pas été ainsi. A la grande majorité des hommes, cette facilité de production et de distribution n'a apporté ni diminution de travail ni accroissement de confort; la lutte pour l'existence est toujours de plus en plus âpre, de plus en plus rude; la vie est de plus en plus chère,

c'est-à-dire que la quantité de richesse que l'on peut se procurer par une journée de travail diminue constamment; si les heures de travail de l'homme ont été diminuées dans certaines industries, la femme et l'enfant ont été forcés de quitter le foyer pour l'usine et le magasin, le travail du mari ou du père ne suffisant plus pour fournir à la famille les choses indispensables; et, chose étrange, la misère augmente davantage précisément dans les pays les mieux outillés et qui produisent le plus.

N'y a-t-il pas nécessairement dans notre organisation économique un vice qui empêche cette cause, la production abondante et facile, de donner ses effets naturels et logiques: le bien-être, le confort, la sécurité ?

Puisque le travailleur produit plus qu'autrefois et qu'il ne reçoit pas davantage, c'est donc que la différence s'en va ailleurs et qu'il en est dépouillé. Cela est de toute évidence.

Comment est-il ainsi dépouillé ?

C'est là qu'est le secret de la vie chère, et c'est ce que nous allons étudier.

II

COMMENT LE TRAVAILLEUR EST DEPOUILLE

Autrefois, les outils étant simples et peu coûteux, étaient la propriété de celui qui s'en servait, et la plupart des objets étaient confectionnés en entier par un seul et même ouvrier. Etant propriétaire de l'objet confectionné, l'ouvrier le consommait lui-même ou l'échangeait pour d'autres qui avaient été produits dans les mêmes conditions, et les objets échangés représentaient généralement des sommes de travail à peu près égales. Ainsi, si la production était lente et pénible et le travail peu productif, le travailleur avait la jouissance du produit entier de son travail. Nous entendons ici, naturellement, le travail libre, et non l'esclavage sous aucune forme.

Aussi longtemps que l'outil et les autres moyens de production ont été la propriété du travailleur, tous les perfectionnements qui leur ont été apportés ont profité au travailleur; ainsi, la substitution de l'outil en fer ou en acier à l'outil en bois ou en pierre a profité au travailleur; mais depuis le jour où l'outil, devenu machine, eût cessé d'appartenir au travailleur, et qu'au lieu de vendre le produit de son travail, il fut contraint de vendre son travail lui-même, les merveilles qui se sont accomplies dans toutes les branches de l'industrie n'ont pas le moins du monde amélioré son sort. Le travailleur ne reçoit, sous forme

de salaire, qu'une partie de ce qu'il produit; cette partie n'a aucune relation avec la totalité du produit, et c'est le propriétaire de la machine et de tout ce qui est nécessaire à la production, c'est-à-dire la classe bourgeoise ou capitaliste, qui seule bénéficie de l'augmentation de productivité du travail. N'est-ce pas la seule explication possible du phénomène que nous venons d'indiquer, et ne pouvons-nous pas raisonnablement affirmer que si le travailleur, après la conquête de ses droits politiques, était resté propriétaire de ses instruments de travail et de tout le produit de son travail, son bien-être et sa richesse se seraient accrus en même temps que ces instruments se perfectionnaient et qu'il produisait plus facilement et plus abondamment?

III

PROPRIETE DES INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Mais l'outil a été remplacé par la machine et l'atelier par l'usine, qui ne peuvent être mises en opération que par des centaines ou des milliers de bras, et chaque objet produit renferme une parcelle du travail de chacun. L'ancien mode de propriété individuelle de l'outil et du produit par le travailleur n'est donc plus possible. Deux autres modes sont possibles: la propriété capitaliste ou la propriété collective.

Le cnoix entre ces deux modes est le plus grave problème qui se soit jamais imposé à l'attention; c'est la cause principale, ---et qui tend à devenir la cause unique---de division entre les hommes.

La propriété capitaliste est celle où les instruments de travail d'un grand nombre de travailleurs et la richesse produite par eux sont la propriété d'un seul ou de quelques-uns, et où la production a pour objet, non de pourvoir aux besoins des hommes, mais de réaliser des profits pour les propriétaires. Nous pouvons constater les résultats qu'elle a donnés. Nous voyons qu'elle a divisé la société en deux classes principales, les propriétaires, qui ne travaillent pas, et les travailleurs, qui ne possèdent pas, et qu'elle a frustré le travailleur du bénéfice de tout l'accroissement de productivité de son travail, pour accumuler ce surplus en des fortunes colossales entre les mains des propriétaires.

IV

LE SYSTEME CAPITALISTE.---SON PRINCIPE VICIEUX.--- ABSURDITE.---PLAIES NECESSAIRES

Avec la propriété collective ou socialiste, tout ce qui est utilisé par la société et pour la société, tous les moyens de production et d'échange, seraient la propriété collective et commune de tout les membres de la société; et la production, au lieu d'avoir pour objet l'enrichissement de quelques-uns, aurait en vue de pourvoir aux besoins de tous en assurant à chacun l'équivalent du produit entier de son travail.

Evidemment, ce dernier mode de posséder serait plus équitable et devrait donner, s'il était applicable, de meilleurs résultats. Là-dessus, tout le monde est d'accord; même ses adversaires les plus acharnés reconnaissent que le socialisme est un beau rêve; mais, dit-on, ce n'est qu'une utopie, un rêve irréalisable, et ceux qui prêchent cette doctrine ne sont que de pauvres illuminés inconscients ou de dangereux perturbateurs, qui, par haine et envie, voudraient bouleverser l'ordre établi et amener le chaos.

C'est ce point-là principalement que nous voulons examiner.

Rendre la propriété des instruments de travail collective, ne serait-ce pas faire subir au mode de les posséder la même transformation qu'ils ont subit eux-mêmes? ne serait-ce pas adapter l'organisation économique à la nature des choses? Quand le cordonnier n'avait pour outils qu'un couteau et une alêne, et qu'il faisait, seul, de ses propres mains, une paire de chaussures, c'eût été aller contre la nature des choses que de vouloir rendre ces instruments de travail individuels et ce produit du travail individuel propriétés collectives; maintenant que le couteau et l'alêne ont été remplacés par une série de machines qui ne peuvent être utilisées que par une collectivité, et que les chaussures sont un produit du travail collectif, c'est également aller contre la nature des choses que de maintenir la propriété individuelle d'autrefois quant à ces instruments de travail collectif. De même aussi qu'il était rationnel que le cheval et la charette, moyens de transport utilisés par un seul homme, fussent la propriété individuelle de cet homme, il serait rationnel que le chemin de fer du Pacifique, qui est utilisé par la nation entière et qui a besoin du concours de cent mille personnes pour être mis en opération, fût la propriété de la nation. Aussi, voyons-nous ce système contre nature produire des effets contre nature. N'est-ce pas, en effet, une monstruosité de voir mille personnes, hommes, femmes et enfants, produisant par leur travail combiné

assez de richesse pour procurer à chacun d'eux l'abondance, la sécurité et la paix, ne prendre de cette richesse que de quoi subsister misérablement, au jour le jour, et seulement pendant la durée de leur travail, afin d accumuler entre les mains d'un seul ou de quelques-uns des monceaux de richesses qu'ils sont incapables d'utiliser, et qui ne servent qu'à leur procurer le moyen d'accroître encore cette richesse inutile.

Etudions un peu le fonctionnement du système capitaliste et l'on comprendra comment il arrive à produire d'aussi tristes résultats.

Toute la richesse est produite par le travail; le capitaliste---industriels, commerçants, banquiers---ne produit rien, mais il détient les moyens de production et d'échange, et il est l'intermédiaire entre les producteurs et les consommateurs; il achète des travailleurs leur travail et il leur vend le produit de leur travail, et c'est ce rôle d'intermédiaire qui lui permet de s'approprier la plus grande part de la richesse produite.

Le travail étant subdivisé à l'infini, la plupart des objets de consommation étant le produit du travail collectif, ou social, un producteur ne peut pas échanger directement avec un autre producteur le produit de son travail, et il s'est établi entre eux une classe d intermédiaires, la classe capitaliste, qui se fait payer pour opérer cet échange. Et quelle est la conséquence? C'est qu'un travailleur, pour avoir un objet qui représente une heure de travail social, est obligé de donner cinq ou six heures de son propre travail.

Supposons un menuisier et un forgeron travaillant isolément, comme autrefois. Le menuisier, dans sa journée, fabrique, disons, quatre chaises, et le forgeron deux haches. Si le forgeron a besoin de chaises et le menuisier de haches, ils échangeront quatre chaises pour deux haches, ou dix heures de travail contre dix heures de travail. Mais si ces deux ouvriers, cessant de travailler pour leur compte, s'incorporent dans les grandes industries du bois et de l'acier, leur travail deviendra par là beaucoup plus productif, le menuisier produira vingt chaises dans sa journée et le forgeron dix haches; mais ils ne seront plus propriétaires de leurs produits et ne pourront plus les échanger entre eux. Ils recevront un salaire de deux dollars par jour et leurs produits seront mis sur le marché. Si le forgeron a besoin de chaises et le menuisier de haches, il leur faudra payer, l'un deux dollars pour quatre chaises et l'autre deux dollars pour deux haches; c'est-à-dire que chacun d'eux devra donner dix heures de son travail pour obtenir le produit de deux heures du travail de l'autre. Tous les deux donneront donc huit heures de leur temps aux intermédiaires qui ont opéré l'échange de leurs produits.

Ces chiffres, bien entendu, ne sont donnés que comme exemple, et ne prétendent pas à l'exactitude, mais ils ne s'éloignent guère des véritables proportions. Ainsi, le système capitaliste fait perdre aux travailleurs les quatre cinquièmes de ce qu'ils produisent, et c'est là la cause de la vie chère.

Tout le monde est d'accord pour blâmer les intermédiaires, et l'on a raison; mais on n'entend généralement par intermédiaires qu'une certaine catégorie de négociants eu denrées alimentaires, et l'on a tort. Les intermédiaires en l'espèce sont tous ceux qui, ne produisant rien, sont placés entre les producteurs de la richesse, les empêchent d'échanger entre eux le plus directement possible le produit de leur travail, et prélèvent sur ce produit, à un titre quelconque, une part pour laquelle ils ne rendent aucun service utile.

Le profit du marchand à commission d'oeufs ou de beurre ne pèse pas plus lourdement sur le budget domestique que le tribut payé au propriétaire du sol. Ils sont tous les deux également parasites, et il n'y a pas de raison pour tolérer l'un quand on veut se débarrasser de l'autre.

La suppression d'une catégorie de négociants n'aurait qu'un effet partiel et momentané sur le coût de la vie. En les éliminant, et avec eux les profits qu'ils prélèvent, on réduirait bien le prix des denrés dont ils faisaient commerce, mais pour la masse le coût de la vie n'en serait pas réduit, car les autres intermédiaires en profiteraient aussitôt pour augmenter leur prélèvement, sous forme d'augmentation de loyer, de diminution de salaires, etc.

Puisque les intermédiaires sont un mal social, il faudrait, logiquement, les faire disparaître tous. C'est le seul moyen de réduire réellement et permanemment le coût de la vie.

Le système capitaliste est évidemment injuste, mais il est encore plus absurde, et il est la cause principale et première de tous les troubles économiques et sociaux, ainsi que nous allons le voir.

Ce que nous disions de nos deux ouvriers s'applique à tous les ouvriers. Chaque ouvrier produit chaque jour et met sur le marché une quantité de produits équivalant à, disons, dix dollars; de ce produit il ne peut acheter et consommer que l'équivalent de son salaire, disons, deux dollars, c'est-à-dire le cinquième; les quatre autres cinquièmes, les capitalistes doivent en disposer autrement, sinon il leur faudra suspendre ou diminuer la production, et par conséquent la somme de travail à donner aux ouvriers.

La classe capitaliste elle-même et toute la classe des non-producteurs consomment une partie de ce surplus; mais comme les producteurs sont dix fois plus nombreux que les non-

producteurs, ceux-ci, malgré tout leur luxe et leur extravagance, ne peuvent absorber qu'une faible partie du surplus. De là la nécessité pour les nations industrielles de se procurer des marchés étrangers pour écouler leurs produits, et la lutte effrénée qui se poursuit depuis quelque cinquante ans pour accaparer ces marchés.

Les moyens de production se perfectionnent constamment, le travail devient tous les jours plus productif, le surplus à exporter augmente, et par conséquent le besoin de marchés nouveaux. Or, le monde entier est couvert, il ne reste plus sur notre globe le moindre pays inexploité. Bien plus, de grands pays, autrefois exclusivement acheteurs de produits manufacturés, les plus gros clients de l'Europe et de l'Amérique — le Japon, la Chine, les Indes — sont en train de s'industrialiser et de devenir des concurrents des anciennes nations industrielles; et des concurrents d'autant plus redoutables que le travailleur jaune vit de moins et peut travailler à meilleur marché que le travailleur blanc.

Nous avons donc, d'un côté, une production sans cesse augmentant, de l'autre, les marchés pour absorber le surplus de cette production sans cesse diminuant. Les effets de cette marche en sens contraire de la production et des moyens de l'écouler se font surtout sentir dans les pays les plus industriels, et en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, le problème des sans-travail et de la lutte entre le capital et le travail devient de plus en plus embarrassant.

Pour bien saisir toute la gravité de cette situation il faut se rappeler que c'est depuis quarante et quelques années, c'est-à-dire pendant la période du plus grand développement de l'industrie, que le militarisme comme nous l'avons aujourd'hui s'est établi. Or, le militarisme absorbe des quantités énormes de produits du travail, en même temps qu'il enlève à la production des millions de travailleurs. Malgré cette gigantesque fissure par où se perd une grande proportion de la richesse produite, la production industrielle gagne toujours du terrain sur la consommation, on ne peut maintenir l'équilibre entre les deux et le nombre des sans-travail augmente constamment.

Que se produirait-il si demain un désarmement général était effectué? Les milliards qui sont dépensés pour les armements et l'entretien des armées ne seraient plus dépensés, et des millions d'hommes perdraient de ce fait le travail qui les fait vivre; en même temps, on jetterait sur le marché du travail d'autres millions d'hommes qui sont maintenant dans les armées. La quantité de travail diminuerait et le nombre des travailleurs augmenterait.

Sans le militarisme, il semble certain que le capitalisme aurait croulé avant aujourd'hui. Le désarmement, dans notre

état actuel de société, n'est pas possible; c'est une plaie nécessaire par où s'écoule le trop plein de la richesse sociale, sans quoi il y aurait pléthore, étouffement et paralysie.

Sans un gaspillage constant d'une grande partie de la production, certains des rouages essentiels de la machine économique seraient obstrués et tout l'organisme cesserait de fonctionner.

Non seulement la paix armée, mais les guerres elles-mêmes sont des bienfaits au point de vue économique. En détruisant hommes et richesses elles créent dans le marché un vide, et pour combler ce vide il faut activer la production, donner du travail, et cela amène ce que l'on appelle la prospérité. Depuis la transformation de l'industrie toutes les grandes guerres ont été suivies de périodes de prospérité.

L'alcoolisme est une autre plaie nécessaire au système actuel. L'alcoolisme enlève à la production un nombre considérable d'hommes, qui vont peupler les prisons et les asiles d'aliénés, ou deviennent des mendiants ou des voleurs, et tous ces hommes consomment sans produire. Un plus grand nombre d'autres, tout en demeurant dans les rangs de l'armée des travailleurs, ont perdu par l'alcoolisme une partie de leur capacité de travail. La somme de richesses gaspillées dans l'alcool est formidable. Les dernières statistiques en Angleterre portaient le compte payé par le peuple anglais pour l'alcool à au-delà de $800,000,000 par année.

Or, malgré cette énorme déperdition de forces productives, d'une part, et ce gaspillage de richesses de l'autre, la production excède constamment la consommation, et il y a en permanence une armée de sans-travail sobres et actifs, sans compter les crises périodiques résultant de la surproduction qui viennent mettre sur le pavé pendant des mois et des années la moitié ou les trois-quarts des travailleurs réguliers.

Si demain on supprimait complètement l'alcool, quelle serait la conséquence? La même que pour le désarmement général: diminution de la somme de travail à faire, qui est déjà trop petite, augmentation du nombre des travailleurs, qui est déjà trop grand.

Pour l'individu la sobriété est une excellente chose, et l'ivrogne se fait à lui-même et aux siens beaucoup de mal; dans notre système l'avantage des uns résulte du malheur des autres, et la misère des ivrognes est utile aux sobres.

Etant donné deux médecins dans une petite paroisse, si tous les deux sont sobres et actifs, ils se partageront la clientèle et n'auront pas de quoi vivre, ni l'un ni l'autre; mais si l'un d'eux est un ivrogne et traîne les rues, l'autre aura toute la clientèle et vivra grassement. Etant donné dix millions

d'ouvriers dans une nation, plus le nombre des ivrognes est grand, plus les autres ont de chances de se tirer d'affaires.

L'alcoolisme est aussi une plaie nécessaire au système capitaliste, et si on guérissait cette plaie radicalement le système en mourrait.

On prêche au peuple l'économie et l'épargne. L'économie, comme la sobriété, est une excellente chose pour les individus; mais si demain tous les travailleurs diminuaient leurs dépenses de vingt-cinq pour cent, la somme de richesses consommées diminuerait d'autant, et par conséquent la somme de travail, et les travailleurs perdraient sur leurs salaires ce qu'ils auraient épargné sur leurs dépenses.

Les incendies, — dont les trois-quarts sont allumés par des incendiaires, — détruisent chaque année des sommes fabuleuses de richesses. La reconstruction des édifices incendiés donne du travail à des milliers d'hommes. Si l'on supprimait les incendies, ces hommes iraient grossir les rangs des sans-travail. Encore une autre plaie nécessaire.

Notre organisation économique fait naître et engendre une multitude de métiers et de professions où l'on ne produit rien, qui ne rendent aucun service à la société, et n'ont de raison d'être que les intérêts opposés et contraires des individus. Les professions nécessaires elles-mêmes sont presque toutes encombrées, et la moitié de leurs membres vivent d'expédients. Les uns et les autres sont des parasites qui viennent puiser dans le fonds social sans rien y apporter. Ce parasitisme est aussi nécessaire, car si tous ces parasites entraient dans le domaine du travail productif, ils accroîtraient l'encombrement et le désordre.

Ainsi, les travailleurs utiles ne peuvent vivre à moins que la moitié de ce qu'ils produisent ne soit à mesure gaspillée ou détruite, et la destruction, la tuerie en masse, le gaspillage, l'ivrognerie, le parasitisme sont toutes des conditions essentielles à l'existence du système capitaliste. La guérison de ces maux et le maintien du capitalisme sont deux conditions incompatibles. Si l'on pouvait fermer toutes ces plaies, la société capitaliste ne resterait pas debout cinq ans.

C'est donc un système vicieux, fondamentalement mauvais. Et le vice, nous le répétons, c'est qu'une classe peu nombreuse est propriétaire de tous les instruments de production et d'échange et de tous les produits du travail; qu'elle les exploite uniquement pour en tirer des profits, et à la condition d'en tirer des profits; que pour en tirer des profits il lui faut trouver des acheteurs qui paieront pour ces produits plus que ce qu'ils lui ont coûté; que les travailleurs, qui représentent 90% des consommateurs, ne peuvent consommer de ce qu'ils ont produit que ce qu'ils ont reçu sous forme de salaire, c'est-à-dire un quart ou un cinquième; que pour le surplus les ca-

pitalistes doivent trouver d'autres débouchés, ou arrêter la production; et sans la déperdition de forces productives et le gaspillage de produits que nous avons indiqués, il n'y aurait pas de débouchés pour la plus grande partie du surplus, et le rouage économique serait constamment arrêté, ce qui voudrait dire pour les travailleurs la famine et la mort.

V

LE REMEDE

La cause du mal étant clairement aperçue, le remède devient facile à trouver.

C'est le surplus qui gêne et embarrasse. D'où vient ce surplus? De la différence entre ce que chaque travailleur produit et ce qu'il consomme. Donnons à chaque travailleur tout ce qu'il produit et il n'y aura plus de surplus, et par conséquent il n'y aura plus besoin de gaspillage pour engloutir le surplus et l'empêcher de paralyser les rouages.

Et par quel moyen donner à chaque travailleur tout ce qu'il produit? En le rendant propriétaire de ses instruments de travail et du produit de son travail, en faisant disparaître le capitaliste et le profit; en rendant la propriété collective, comme le travail est collectif, comme les instruments de travail sont collectifs, comme les sources d'approvisionnement et les moyens de distribution sont collectifs.

Notre organisation économique est comme un réservoir ou un cours d'eau. Pour que tout soit dans l'ordre, il faut qu'il y ait équilibre entre le débit et l'alimentation. Si le débit est inférieur à l'alimentation, il y a débordement, inondation et désastre.

Or, depuis quelques années l'alimentation du réservoir social s'est accrue de mille courants nouveaux, et le débit légitime n'a pas sensiblement augmenté. Malgré le gaspillage et la destruction, on ne parvient pas à maintenir l'équilibre.

Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, les créateurs même de ce surplus, vivent dans un perpétuel dénuement et des privations de toutes sortes: mais il faut aller porter ce surplus chez les Patagons ou les Hottentots, ou attendre que le feu ou la guerre l'ait détruit, pour qu'il leur soit permis de travailler, et de vivre.

Les estomacs vides et les membres nus de nos propres gens sont un marché illimité qui pourrait absorber toute la production de nos industries et maintenir le réservoir en équi-

libre; il suffirait de leur laisser prendre dans le réservoir autant qu'ils y mettent. C'est là tout le secret.

La propriété collective est la seule solution possible à tous les problèmes sociaux. Chaque producteur recevant de la société une quantité de richesse équivalente à celle qu'il lui a apportée par son travail, il n'y aurait plus de surplus ni d'encombrement, et par conséquent il n'y aurait plus besoin de marchés étrangers, si ce n'est pour échanger des produits différents, et la cause principale des conflits et des guerres disparaîtrait.

Chaque travailleur fournissant lui-même un débouché pour tout ce qu'il produit, la société pourrait employer tous ses membres sans jamais déranger l'équilibre, et l'arrivée de nouveaux-venus ne préjudicierait en rien les premiers établis. Par conséquent, plus de sans-travail.

Plus de tiraillements et de disputes au sujet du tarif douanier, qui n'est toujours qu'un avantage accordé aux uns au détriment des autres.

Il y aurait du travail pour tout le monde, et toujours, et tous les articles de consommation seraient dégrevés de tous les profits et gaspillages qui en quintuplent le prix; et par conséquent plus de pauvreté et guérison de toutes les plaies que la pauvreté engendre: ignorance, préjugés, maladies, mortalité excessive, faiblesse de corps et d'esprit, vices et crimes de tous genres.

On fait des efforts pour réagir contre ces maux, mais on ne s'attaque qu'aux effets, sans toucher à la cause. Que dirait-on d'un homme dont la maison serait inondée par un tuyau crevé ou un toit percé, qui s'évertuerait à étancher l'eau sur son plancher, mais ne songerait pas à boucher le tuyau ou à réparer le toit? Il pourrait éponger toujours sans jamais voir la fin de l'inondation.

VI

INTERET INDIVIDUEL.---INITIATIVE PRIVEE

Les défenseurs du système capitaliste prétendent que la propriété individuelle est indispensable pour stimuler les hommes au travail; c'est l'intérêt individuel, dit-on, qui fait naître l'initiative, l'ambition, ce grand ressort de toute activité, la cause de toute production; sans l'intérêt individuel, le ressort se détendrait, les hommes deviendraient mous et inertes, personne ne voudrait plus travailler, et l'humanité mourrait d'inanition.

C'est le grand argument invoqué contre la propriété collective des moyens de production.

Ce raisonnement est un anachronisme; il est, comme le mode de posséder, en désaccord avec l'état actuel des choses.

Au temps où un homme produisait lui-même les objets de sa consommation, ou produisait des objets pour être échangés directement pour d'autres objets de sa consommation, il est évident que son intérêt le portait à produire le plus et le mieux possible. On ne trouve plus aujourd'hui, ni chez les possédants, ni chez les travailleurs, le même intérêt.

Le travailleur d'aujourd'hui ne travaille pas pour lui: travailler diligemment ou négligemment, peu lui importe; la chose qu'il produit ne sera pas consommée par lui ni par les siens: qu'elle soit bonne ou mauvaise, peu lui importe encore; pourvu que sa nonchalance et sa malfaçon ne le fassent pas chasser de l'usine, c'est tout ce qu'il demande. Il n'a donc pour stimulant que la crainte de perdre son gagne-pain. Il travaille par peur de la faim, comme l'esclave travaillait par crainte du fouet, et comme celui-ci, il en fait juste assez pour éviter les coups. Aucun intérêt matériel autre que celui-là ne l'aiguillonne, aucun sentiment de devoir moral ne le pousse. Il vit dans un monde où la règle est de donner à la société le moins possible et de retirer d'elle le plus possible, et où les plus honorés et les plus adulés sont ceux là qui ont su prendre beaucoup et ne rien donner; comment pourrait-il se croire tenu en conscience de donner toute son énergie et toute son application pour le peu qu'il reçoit.

C'est donc une erreur de croire que la société est bien servie par l'intérêt individuel de chacun de ses membres travailleurs.

Considérons maintenant l'intérêt des possédants. Les industriels, commerçants ou hommes d'affaires ont tous un but unique et sont tous animés par un mobile unique: s'enrichir. Pourvoir aux besoins de la société n'est pas pour eux un but, c'est un moyen, et ce moyen n'est employé que dans la mesure où il est d'accord avec le but.

On pourrait croire, par exemple, que l'objet du trust de la viande aux Etats-Unis est de fournir à la nation américaine la nourriture dont elle a besoin. Pas du tout; son objet est de faire des millions, et le besoin de la nation américaine n'est que l'un des moyens dont il se sert pour atteindre cet objet. Le besoin de la nation est d'être approvisionnée, en quantité suffisant et à des prix accessibles, de viande saine. Le trust lui vend le plus cher possible de la viande de qualité douteuse; et qu'une grande partie des Américains soient privés de viande parce qu'elle est trop chère, pendant que d'autres sont empoi-

sonnés par la viande d'animaux malades, cela n'entre pas en ligne de compte dans les calculs du trust.

Et ce que nous disons du trust de la viande est également vrai de tous les fournisseurs, petits ou grands, des choses nécessaires à la société. Les citoyens d'une ville ont besoin de lait pur et sain. On se fait laitier, non pour satisfaire à ce besoin, mais pour en profiter; et quand on trouve plus profitable de vendre du lait frelaté ou malsain que du lait pur, on le fait, sans s'occuper des santés qui en souffrent et des enfants qui en meurent.

Tout industriel, tout commerçant, tout homme d'affaires considère le public comme une chose à exploiter, et les services qu'il lui rend sont toujours le minimum nécessaire pour arriver à ses fins, qui sont l'exploitation. On pourrait aller plus loin et dire d'une manière presque absolue que chaque individu considère la société de la même façon, en ce sens qu'il cherche à retirer d'elle le plus d'avantages possible et à lui rendre en retour le moins de services possible.

L'intérêt individuel, d'où procède l'initiative privée, tant vantée par les économistes, ce levier puissant qui met en marche tout le rouage social, cette source intarissable de richesses sans laquelle l'humanité périrait, est dans notre vie sociale présente plus nuisible qu'utile. Chacun est prêt à sacrifier un dollar de la fortune sociale pour s'enrichir soi-même d'un sou. Comment la somme totale de ces actes individuels pourrait-elle être favorable à la société? L'intérêt individuel fait naître chez tous l'ardent désir de se faire sangsue, et l'on a ce spectacle hideux d'une multitude d'êtres se poussant et s'écrasant pour arriver à coller leurs ventouses sur le corps social. Ceux qui ne peuvent être sangsues sont forcés de se faire abeilles, et c'est le miel qu'ils font qui entretient la vie sociale.

Autrefois les hommes vivaient individuellement au point de vue économique, c'est-à-dire que chacun pouvait pourvoir à ses propres besoins: aujourd'hui nous vivons socialement. c'est-à-dire que chacun de nous a besoin pour vivre d'une multitude d'autres hommes. Autrefois une famille élevait des moutons, filait de la laine, tissait de l'étoffe et confectionnait les habits que ses membres portaient: aujourd'hui, pour produire les vêtements qui nous couvrent il a fallu le concours de millions de personnes habitant tous les climats de la terre. La vie sociale existe depuis longtemps parmi les hommes; depuis les temps les plus reculés ils se sont groupés ensemble pour être plus forts et plus heureux; mais économiquement ils restaient relativement indépendants les uns des autres. La vie sociale économique complète, absolue, où la production de chacun, au lieu d'être employée à son usage, est placée sur le marché national ou mondial,

comme dans un immense réservoir, dans lequel tous viennent puiser ce dont ils ont besoin, est un phénomène moderne, de date récente, qui a été amené par la découverte de la vapeur et de l'électricité. On continue de vouloir appliquer à cette société économique nouvelle et essentiellement différente les anciens principes individualistes; les codes, faits pour l'ancienne société, sont restés les mêmes. Nous utilisons la propriété productive socialement et nous la possédons individuellement. C'est une anomalie.

Pour qu'une société commerciale prospère, n'est-il pas essentiel que chacun de ses membres trouve son intérêt personnel à travailler pour la société, et toute société dont chaque membre travaille pour soi et contre la société n'est-elle pas vouée à la ruine? Ce principe est vrai pour toutes les sociétés, quel que soit le nombre des associés.

VII

INDIVIDU VS. SOCIETE

Or, chaque nation a été amenée par la force de l'évolution économique à former une vaste société de production et de consommation, et au lieu de modifier nos lois et notre organisation sociale de façon à favoriser l'intérêt social, nous avons conservé un système qui force chaque membre de la société à travailler pour lui-même contre la société.

L'intérêt individuel fait de chaque associé un ennemi de la société, et la fameuse initiative privée n'est toujours que l'effort de chacun pour s'enrichir aux dépens de ses co-associés. Il en résulte une lutte perpétuelle et acharnée entre individus, entre groupes, entre classes, entre nations, et le meilleur de l'énergie humaine est dépensé, non à promouvoir l'intérêt social, mais dans des luttes destructives ou stériles. Des richesses incalculables, qui pourraient apporter le confort et le bonheur là où règnent la privation et le désespoir, sont gaspillées et perdues, parce qu'il est de l'intérêt de quelques-uns qu'il en soit ainsi.

Dans la province de Québec, par exemple, il existe assez de chutes d'eau pour porter dans chaque ville et village, dans chaque maison et dans chaque famille, la lumière, la chaleur et la force motrice; il suffirait d'ajouter à ces chutes, déjà harnachées, un plus grand nombre de turbines; mais les neuf-dixièmes de leur eau coule en pure perte, parce qu'il convient à ceux qui en sont propriétaires de charger aux consommateurs d'électricité des prix inaccessibles au plus grand nombre.

Il n'en coûterait pas plus pour amener l'électricité dans toutes les maisons de Montréal que pour y amener l'eau; mais l'eau est socialisée; et elle coûte $15 par année et tout le monde en a, tandis que l'électricité est propriété privée, et elle coûte $50 par année, et 90% pour cent de la population s'en passe.

La consommation du caoutchouc, objet de première nécessité, a beaucoup augmenté depuis quelque temps, et l'approvisionnement du produit naturel ne suffit plus à la demande; le prix de tous les objets en caoutchouc a doublé, triplé, pendant que leur qualité diminuait dans les mêmes proportions. On assure qu'un substitut artificiel au caoutchouc a été trouvé qui en réduirait le prix des trois-quarts, mais le trust du caoutchouc en a acheté le secret et l'a fait disparaître, pour ne pas être dérangé dans son commerce.

Les accidents de chemins de fer tuent et blessent des milliers de personnes chaque année; tous les jours des inventions surgissent qui pourraient diminuer ces accidents; elles ne sont pas adoptées, parce qu'il est plus profitable aux propriétaires de chemins de fer de conserver les vieux appareils.

Dans toutes les grandes villes la majorité des maisons d'habitation ouvrières sont anti-hygiéniques et malsaines, et la consomption y fait de terribles ravages. Pourtant, le terrain, les matériaux et la main-d'oeuvre ne manquent pas pour construire des maisons hygiéniques; mais les petits logements rapportent de plus gros revenus, et c'est l'intérêt du propriétaire qui prévaut.

La même remarque s'applique à la plupart des usines et manufactures, où hommes, femmes et enfants sont entassés par douzaines et par centaines dans des atmosphères empestées et débilitantes. On pourrait dans presque tous les cas faire disparaître le mal ou au moins l'atténuer, mais les propriétaires ou actionnaires n'ont de soucis et d'attention que pour les profits et les dividendes.

Les travailleurs des mines périssent par centaines et par milliers dans les explosions de gaz. Ces explosions pourraient facilement être empêchées par des puits d'air; mais comme ces puits coûteraient quelque chose aux propriétaires on ne fait pas de puits, et les travailleurs étouffent.

Il y a dans le monde des espaces infinis où les hommes pourraient vivre d'une vie naturelle et saine, où les enfants pourraient respirer à pleins poumons l'air pur, courir librement dans les prés et les bois, sur les bords des ruisseaux et des lacs, entendre le chant des oiseaux et jouir de la belle nature de Dieu, et où, après une enfance joyeuse et heureuse, ils deviendraient des hommes robustes et forts; mais la grande industrie amène la concentration du travail; il est plus avantageux pour le capi-

taliste d'établir son industrie là où existe déjà un groupement nombreux, parce que la main-d'oeuvre y est plus abondante et l'écoulement des produits plus facile; les travailleurs sont forcés de l'y suivre; le groupement grossit et devient encore plus attirant; et ainsi la moitié de la population des pays industriels est amenée à s'entasser dans quelques grandes cités, où un homme est obligé de donner le tiers de son salaire pour avoir le droit d'occuper un espace qui ne suffirait pas à un chat, et où les enfants, débiles, malingres et vicieux, étiolés dans une vie sans espace, sans air et sans joie, préparent une race de dégénérés. Les grandes villes modernes sont des tumeurs qui attirent le sang pur du corps social pour le vicier et le corrompre. Cependant, on se réjouit et l'on est fier de ces agglomérations monstrueuses, parce qu'elles sont une source plus féconde d'exploitation et de profit. Quelques bonnes âmes jettent de temps en temps un cri d'alarme pour l'avenir de la race, mais ces cris sont étouffés par les exultations de ceux que la hausse des terrains enrichit. La cause de cette maladie sociale est encore l'intérêt individuel. Il n'est pas douteux que si la société organisait elle-même ses industries elle saurait mieux utiliser son territoire.

L'insuffisance des salaires est la cause principale qui pousse les femmes à la prostitution. Il est peu de femmes qui iraient volontairement se jeter dans cet enfer si elles pouvaient par un travail honorable et proportionné à leurs forces se procurer les nécessités de la vie; mais l'intérêt individuel du patron est de payer de petits salaires, et les conséquences lamentables qui en résultent n'entrent pas dans ses calculs.

Le distillateur, le marchand en gros d'alcool et le buvetier, de même que le propriétaire de l'immeuble où se fait le débit des boissons et le propriétaire du journal qui moyennant finance engage ses lecteurs à boire, retirent de la consommation des alcools un énorme bénéfice, et tous les maux et les crimes qu'ils provoquent et engendrent ne les font pas fléchir un instant dans la poursuite de leurs profits. La lutte faite à l'ivrognerie par les organisations religieuses, les sociétés de tempérance et tous les hommes bien intentionnés a été inutile et vaine; le profit a été plus fort qu'eux, et la consommation des alcools n'a pas cessé d'augmenter. Si la société se chargeait elle-même de fabriquer et distribuer les alcools, croit-on qu'elle mettrait autant d'acharnement à faire boire les gens?

Les grèves, qui causent tant de ruines, sont des conflits d'intérêts individuels, et une conséquence directe de la propriété capitaliste.

Les armées et les marines de guerre sont créées par les gouvernements et maintenues par les peuples, mais elles le sont bien plus pour promouvoir des intérêts individuels que pour défendre les intérêts sociaux. L'intérêt individuel des construc-

teurs de navires et des fabricants de canons pousse puissamment à des armements toujours plus formidables, et l'on voit les initiatives privées s'employer avec beaucoup de succès à susciter des guerres dont les peuples feront les frais et dont elles retireront les profits. Le fléau de la paix armée et des guerres est, dans une très grande mesure, attribuable aux intérêts individuels en opposition à l'intérêt social.

Et si maintenant l'on entre dans les détails de la vie, on constate que toutes les misères que les hommes se font les uns aux autres et toutes les vilenies qui se commettent et rendent la vie si amère ont pour cause et mobile l'intérêt et le profit.

Pour avancer ses affaires, le marchand ment au public, fraude sa clientèle, falsifie sa marchandise, calomnie ses voisins; le boursier organise des guet-apens et dévore sans pitié les moutons qui tombent dans ses griffes; l'avocat suscite des procès et ruine les plaideurs; l'agent d'affaires emploie tous les artifices à faire accepter par les naïfs des transactions ruineuses; l'entrepreneur triche le propriétaire autant qu'il le peut; l'employé vole son patron; le journaliste écrit ce qu'il ne pense pas et n'écrit pas ce qu'il pense, il prostitue pour gagner son pain sa plume et son cerveau à ceux qui le paient; le politicien est prêt à proclamer tous les principes pour arriver au pouvoir, et à les trahir tous pour le garder ou obtenir une place; jusqu'au médecin, ce bienfaiteur de l'humanité, qui souvent commence par ausculter le gousset de son client avant de diagnostiquer sa maladie; le jeune homme délaisse la jeune fille qu'il aime pour épouser une héritière, et la malheureuse héritière, peut-être aimée par un homme fier que sa fortune éloigne, devient la proie d'un coureur de dots; les enfants désirent la mort du père pour toucher l'héritage,puis se querellent entre eux pour le partager; le pauvre vole ou assassine le riche; nul ne peut parler franc de peur de déplaire à quelqu'un qui pourrait l'aider ou lui nuire; et chacun se dédommage par le mépris des plus petits des bassesses qu'il est obligé de faire devant les plus grands.

Les conditions sociales dans lesquelles nous vivons développent et font ressortir chez l'homme tous ses plus mauvais instincts: l'égoïsme, la cupidité, la cruauté, la duplicité; pour réussir il faut se laisser guider par tous ces sentiments, ils doivent être la règle de conduite de tout homme d'affaire. Un homme d'affaires qui voudrait être généreux, désintéressé, humain et loyal serait infailliblement écrasé par ses concurrents.

Nous croyons en avoir dit assez pour démolir la fameuse théorie bourgeoise que l'intérêt individuel et l'initiative privée sont les piliers qui supportent l'édifice social. L'édifice social, lézardé et vermoulu, s'est maintenu jusqu'ici, non par l'intérêt individuel, mais en dépit de lui, par ce que les hommes ont de

commun et de socialisé, sans quoi la vie commune ne serait pas supportable, et chacun voudrait fuir au loin, dans quelqu'île déserte, pour y vivre comme Robinson.

VIII

NOUVEAU REGIME CREE NOUVELLE MENTALITE

Nous avons vu quel rôle l'intérêt individuel joue dans notre société actuelle, basée sur la propriété privée. Voyons quelle influence il pourrait avoir sur la manière d'agir des hommes et leurs relations entre eux dans une société collectiviste.

Il est nécessaire d'abord de réfléchir un instant sur la nature de la richesse, la manière de la produire et de la posséder. La richesse, ce sont toutes les choses qui peuvent être utiles à l'homme, soit pour satisfaire ses besoins, son confort, son luxe ou son caprice. Au point de vue économique, toute richesse, de quelque nature qu'elle soit, ne peut être qu'un produit naturel, déplacé, modifié ou transformé par le travail humain pour le rendre utile ou agréable aux hommes. On ne peut concevoir un objet ayant une valeur marchande qui ne réponde à cette définition. Comme dans chaque objet la seule part qui vient de l'homme c'est le travail qu'il y a mis, on peut dire que, en autant que l'homme est concerné, le travail est la source et la cause de toute richesse.

Le capital, c'est du travail accumulé, utilisé dans la production de la richesse. Par lui-même il ne produit pas de richesse, mais il est nécessaire aux travailleurs pour la produire, et il permet à celui qui le possède de s'approprier une partie du produit du travail d'autrui. Le revenu du capital n'est pas autre chose que cette appropriation. Quand un oisif acquiert du capital, ou qu'un travailleur en acquiert au delà de ce qu'il produit, c'est le fruit du travail d'autrui qu'ils amassent. Le capital sans le travail n'a jamais produit et ne peut produire pour un sou de richesse; le travail, au contraire, a produit tout le capital et pourrait le reconstituer s'il disparaissait.

Or, si le travail est la source et la cause de toute richesse — nous entendons ici le travail productif, — dans notre société le travail productif est l'occupation la moins profitable et le plus piètre moyen d'acquérir la richesse. Le moyen de s'enrichir, ce n'est pas de produire de la richesse, mais de détenir ce dont les travailleurs ont besoin pour la produire: le sol, les instruments de travail, l'argent. Celui qui a un titre

de propriété à une quantité suffisante de ces moyens de production peut se croiser les bras, d'autres travailleront pour lui.

Toutes ces richesses fabuleuses accumulées dans les banques, les institutions financières, industrielles et autres, toutes les sommes englouties dans des armements toujours renouvelés, toutes ces fortunes personnelles colossales, tous ces revenus gaspillés dans un luxe insensé, ne sont que la différence entre ce que les travailleurs productifs produisent et ce qu'ils reçoivent; et si cette richesse et ces fortunes se sont tant accrues depuis quelques années, si les plus grosses fortunes personnelles, qui n'atteignaient pas cent millions il y a vingt-cinq ans, touchent aujourd'hui au milliard, c'est que le travail étant devenu plus productif et le travailleur ne recevant pas davantage, la différence allant au capitaliste a augmenté.

Et plus le capital prélève de richesses sur le travail, plus la distance entre l'un et l'autre est grande; plus le capitaliste est puissant, orgueilleux, arrogant, plus le travailleur est humilié, méprisé, misérable.

Dans ces conditions, quoi de plus naturel que de voir toutes les énergies se tendre furieusement vers l'acquisition de la propriété, afin de sortir de la classe des travailleurs pour entrer dans celle des capitalistes; quoi de plus naturel qu'on ne se livre au travail productif qu'à regret et faute de pouvoir faire autrement.

Et parce que l'on voit l'ambition d'acquérir la propriété mettre en mouvement toutes les activités, parce que toutes les initiatives convergent vers ce but, on en conclut que sans la propriété l'homme ne serait plus capable de rien. On ne réfléchit pas que cette ambition d'acquérir la propriété découle de notre organisation sociale, qui attribue à la propriété la grosse part du produit du travail.

Ce sont les circonstances où il se trouve placé qui orientent l'ambition de l'homme et déterminent son initiative. A toutes les époques et sur tous les points du globe l'homme s'est trouvé placé dans les situations les plus diverses, et toujours on l'a vu s'adapter à ces situations et s'ingénier à en tirer la plus grande somme possible de bien-être et de bonheur. Chaque besoin lui faisait trouver un moyen de le satisfaire, chaque obstacle provoquait un effort nouveau, chaque problème une solution, et toutes les merveilles que nous contemplons aujourd'hui ne sont que la somme des résultats obtenus par les efforts des générations passées pour tirer le meilleur parti de ce qui était à leur portée.

Pendant de longs siècles l'homme a lutté contre la nature pour lui arracher sa subsistance; aujourd'hui, quoique l'on puisse prévoir bien des progrès encore, on peut dire que la na-

ture est vaincue. Les éléments, soumis et dociles, travaillent pour l'homme; sa capacité de produire est centuplée, et le problème de la production est résolu. Mais l'homme s'aperçoit avec stupeur que tous ces progrès n'ont servi qu'à lui infliger le supplice de Tantale. Jadis, la nature avare lui abandonnait ses trésors par bribes et par filets, et il lui fallait bien se contenter de peu; aujourd'hui, elle lui verse par tous ses pores la richesse à torrent; mais dans ce torrent il ne peut puiser que plein le creux de sa main, et sa soif, intensifiée par l'odeur et la vue de cette abondance, n'est pas plus étanchée qu'avant.

Il commence à se rendre compte qu'il ne suffit pas de produire de la richesse, mais que cette richesse il faut savoir l'utiliser; qu'il ne sert à rien au travailleur de produire plus facilement et plus abondamment, s'il est dépouillé de tout ce qu'il produit.

Ceci pose un problème nouveau: la répartition de la richesse. C'est le grand problème de notre temps. Croit-on que les hommes ne trouveront pas une solution à ce problème, comme à tous ceux qui se sont présentés dans le passé? Est-il admissible qu'ils continuent perpétuellement de vivre dans les privations au milieu d'une surabondance toujours croissante créée par eux?

Ils commencent à voir que c'est par la propriété des moyens de production que le flot des richesses qu'ils produisent leur échappe, et comme la propriété individuelle des moyens de production n'est plus possible pour eux, ils tournent leurs regards vers la propriété collective pour trouver le salut. Quand la majorité des hommes aura compris cela, la fin du régime capitaliste sera proche.

Mais ce qui aura amené la déchéance du capitalisme, ce sera la conscience, au moins chez la majorité, que ce régime était vicieux et néfaste et la volonté d'y mettre fin. On entrera donc dans le régime nouveau avec des idées et une mentalité nouvelle. La grande erreur c'est de ne pas tenir compte de ce changement de mentalité et de juger des dispositions des individus dans la société future par celles qu'ils manifestent aujourd'hui.

Aujourd'hui, le travail productif étant le plus mauvais moyen de se procurer la richesse, tous cherchent à l'éviter, et c'est une marque d'infériorité que de n'avoir pu y échapper. Les conditions du travail étant imposées aux travailleurs par les maîtres, elles sont dures et cruelles. Le travail est donc à la fois humiliant et pénible, et la société réserve tous ses honneurs et toutes ses attentions aux non-producteurs; presque toutes ses lois sont faites pour garantir leurs propriétés; l'oisif sans propriété est un vagabond que l'on punit, l'oisif propriétaire est un gentleman que l'on honore. Le travail n'est donc pas un devoir social, mais simplement une nécessité économique.

Dans la société collectiviste ces conditions seraient absolument renversées. La propriété individuelle des moyens de production étant abolie, l'exploitation du travail d'autrui ne serait plus possible; par contre, tous auraient libre accès aux instruments de travail et aux moyens de production et recevraient l'équivalent du produit entier de leur travail. Les conditions du travail ne seraient plus contrôlées par des capitalistes n'ayant en vue que leur profit, mais par les travailleurs eux-mêmes. Le travail utile, au lieu d'être imposé comme un joug à une classe inférieure par une classe dominante, serait la loi générale et commune, le seul moyen de se procurer les nécessités de la vie; nul ne pourrait puiser dans le fonds social sans y avoir apporté un équivalent. Le travail socialement utile serait la seule chose possible et honorable, et ceux qui voudraient s'y soustraire seraient considérés comme nos vagabonds d'aujourd'hui et non comme nos profiteurs et mangeurs de rentes. Une mentalité différente résulterait de ces conditions nouvelles; le travail deviendrait le premier des devoirs sociaux et le fainéant serait regardé avec mépris.

Ne voit-on pas quel puissant levier ce sentiment serait pour la production. Mais bien d'autres mobiles au travail viendraient s'ajouter à celui-là. L'homme normalement constitué répugne à l'oisiveté complète; une certaine dose d'activité est nécessaire pour être en bonne santé, pour être content, pour jouir de la vie; l'oisiveté forcée est un véritable supplice. Dans la société collectiviste, comment satisfaire à ce besoin d'activité, sinon en participant au travail social? Le travail serait donc une nécessité économique, un devoir social, un point d'honneur et un besoin physique et mental. Mais ce n'est pas tout. L'intérêt individuel pourrait être stimulé, dans tous les cas où la chose serait possible, par la rémunération proportionnelle à la somme de travail fournie, aux services rendus ou à la quantité de richesse produite. On pourrait aussi avoir recours à des distinctions honorifiques pour récompenser les actions extraordinaires et les travailleurs consciencieux et diligents. L'on sait quel attrait offrent ces distinctions et combien la plupart des hommes en sont avides.

Aujourd'hui, le capitaliste est le seul maître, toutes les conditions du travail sont subordonnées à son intérêt, et le profit est l'étoile polaire qui guide et gouverne tous les arrangements et toutes les opérations. Dans la société collectiviste, cet intérêt supérieur et opposé à celui des travailleurs n'existerait pas: les travailleurs seraient les maîtres, et par conséquent tout serait fait en vue de favoriser leur intérêt. De ce fait le travail perdrait les neuf-dixièmes de ce qu'il a aujourd'hui de pénible et de dangereux. Au lieu d'être une corvée subie avec amertume,

il deviendrait une tâche légère et agréable acceptée de gaieté de coeur.

Ainsi donc, le collectivisme enlèverait la possibilité de s'enrichir par l'exploitation des autres, et ferait disparaître du coeur de l'homme cette néfaste ambition, mais il ne ferait pas disparaître l'intérêt à travailler utilement, à produire; au contraire, remplaçant des esclaves, forcés par la faim de travailler pour un maître qui les exploite et qu'ils haïssent, par des hommes libres, conscients que tout ce qu'ils apportent à la société sous forme de travail leur est rendu sous forme de richesse, et que le travail collectif est cent fois plus fécond que le travail isolé, la production en serait nécessairement accrue.

IX

LA NATURE HUMAINE

Nous croyons devoir insister sur cette question de la mentalité.

Voyant que l'ambition d'acquérir la propriété est le mobile de presque toutes les actions, on s'imagine que cette ambition est inhérente à la nature humaine et qu'il faudrait changer la nature humaine avant de pouvoir établir une organisation sociale dont la propriété privée serait exclue.

Remarquons tout d'abord que la propriété privée ne serait pas supprimée dans l'état collectiviste; seule la propriété socialement utilisée et nécessaire à la société, c'est-à-dire celle dont la possession permet de s'approprier le fruit du travail d'autrui, sortirait du domaine de la propriété privée; toute propriété à l'usage exclusif des individus, des familles ou de tout autre groupe, serait la propriété privée de ces individus ou de ces groupes; ce que chaque individu recevrait de la société en échange pour son travail serait sa propriété privée et il pourrait en disposer selon son bon plaisir et en pleine liberté. En réalité, la propriété privée, bien loin d'être supprimée, serait rendue accessible à tous et disséminée partout, et la possession en serait infiniment mieux assurée et plus garantie. Au lieu d'être l'apanage d'un petit nombre, elle serait à la portée de tous; au lieu d'être précaire, elle serait inviolable; seulement, précisément parce que la propriété privée serait à la portée de tous, elle perdrait la faculté de pressurer ceux qui en sont dépourvus et elle ne conserverait que le caractère moral et juste qu'elle avait primitivement, et qui sert encore de prétexte à toutes nos lois, celui d'assurer à chacun la jouissance libre et paisible du fruit de son labeur; et alors il serait vrai de dire que la propriété est de droit divin.

Mais revenons à la nature humaine. La mentalité d'un homme est façonnée par le milieu où il vit et les circonstances dans lesquelles il se trouve. Un Hindou n'a pas les mêmes idées, la même mentalité qu'un Français, parce qu'il n'a pas reçu les et un enfant hindou en France, et malgré l'atavisme, vous aurez un Hindou avec une mentalité française et un Français avec une mentalité hindoue. La mentalité des hommes change et se modifie avec les circonstances qui les environnent, leurs dispositions d'esprit et leur mentalité ordinaires peuvent être complètement bouleversées par une circonstance fortuite qui les place dans une situation extraordinaire.

Voyez une foule évacuant une église ou un théâtre. Elle s'écoule avec ordre et méthode, chacun marchant à sa place et à son rang; personne ne cherche à devancer son voisin, et l'on est plein d'égards et d'attentions les uns pour les autres. En quelques minutes, sans qu'il se soit produit aucun heurt, tout le monde est dehors. C'est que l'on est en pleine sécurité, l'esprit r'est pas trouble, et c'est le bon sens et la raison qui gouvernent cette foule. Chacun, au lieu de penser uniquement à soi, tient compte de l'intérêt des autres, et ainsi on réalise au plus haut degré le bien de tous. Mais qu'un incendie se déclare, ou seulement que le cri "Au feu!" soit lancé, et la panique s'empare de cette foule; tous se précipitent ensemble vers les issues; les passages et les portes sont obstrués; on se presse, on se bouscule, on s'écrase, tous les mouvements sont paralysés et personne n'avance; pour se frayer un chemin les hommes marchent sans pitié sur les femmes et les enfants; un grand nombre périssent. On avait amplement le temps de sortir et tous pouvaient être sauvés; mais la crainte du danger et le souci unique de son propre salut a changé la mentalité de cette foule et en a fait une bande de fous furieux; et s'il s'en trouve quelques-uns qui ont conservé leur sang-froid, ils sont forcés de suivre le courant et de faire comme les autres, sous peine de périr.

On a là une vivante image de notre société actuelle. La société possède des ressources sans limites, elle produit assez de richesses pour satisfaire à tous les besoins de tous ses membres, et elle pourrait en produire bien davantage; mais au lieu d'être répartie avec sagesse et bon sens, cette richesse est livrée à l'agiotage, au pillage et au brigandage, et elle s'amasse par tas inutiles en quelques mains, pendant que le grand nombre manque du nécessaire. Au lieu de circuler dans tout l'organisme social, comme le sang dans un corps sain, pour aller nourrir et vivifier toutes ses parties, elles se congestionne dans quelques organes qu'elle étouffe et le reste du corps se dessèche. Dans cette mêmes impressions, les mêmes exemples, les mêmes enseignements. Prenez un enfant français et transplantez-le aux Indes,

société la seule issue pour échapper à l'esclavage et la misère, c'est la possession de la propriété. Tous se précipitent avec frénésie vers cette issue; on s'écrase, on se tue, on se paralyse mutuellement. Nous vivons dans un état perpétuel de panique.

L'enfant, dès qu'il commence à comprendre, voit la société divisée en deux classes, ceux qui produisent la richesse et ceux qui la possèdent et en jouissent; et alors une idée s'empare de lui qui sera l'inspiration de toute sa vie, le mobile de tous ses actes: acquérir de la propriété, par n'importe quel moyen, afin d'être parmi ceux qui jouissent et non parmi ceux qui peinent. Sa mentalité est façonnée par le milieu dans lequel il est et les circonstances où il se trouve. Mais si cet enfant trouvait devant lui une société où le seul moyen, ou du moins le meilleur moyen, de se procurer les nécessités de la vie, est le travail social, où ce travail est rendu aussi agréable et facile que possible et satisfait abondamment à tous ses désirs légitimes, songerait-il à tramer quelque machination pour vivre sans travailler en dépouillant les autres? Nous ne le croyons pas. Cette idée serait aussi saugrenue et insolite que pour un homme sortant d'une église en temps ordinaire de se précipiter sur un enfant et de lui marcher sur le corps. Sa mentalité ne serait pas la même.

Et cela n'est pas une simple théorie, tout ce que les hommes ont socialisé le prouve. Les chemins publics, les rues, les églises, les aqueducs municipaux, l'organisation postale, les rivières, les fleuves et les mers, et bien d'autres choses, sont possédées collectivement; tous les individus ont sur ces choses un droit de jouissance et d'usage égal et inaliénable, qui n'est limité que par le même droit appartenant à autrui; chacun jouit de ces choses à son gré, librement, constamment, aussi souvent et aussi longtemps qu'il lui plait, sans jamais être troublé, sans que jamais son droit lui soit contesté. Les seules restrictions imposées le sont par la volonté de tous et pour assurer à tous la plus complète jouissance possible. Entend-on jamais parler qu'un homme ait perdu son droit de marcher sur la rue, d'expédier une lettre par la poste, d'aller prier dans l'église de sa paroisse ou de se promener en bateau sur le Saint-Laurent? A-t-on jamais vu un trust se former pour accaparer les rues d'une ville ou le système postal d'un pays? Non. Pourquoi? Parce que ces choses ont été socialisées, parce qu'elles sont sorties du domaine de la propriété privée. On en jouit en toute sécurité, sans inquiétude pour son propre droit, sans ambition sur celui de son voisin. Etant certain de trouver tout cela à sa disposition demain, on ne songe pas à en user aujourd'hui plus qu'il n'est nécessaire, et les crises et les encombrements, si fréquents dans les autres domaines, ne se présentent pas dans ceux-là. Chacun pouvant en user à sa guise, l'usage qu'en font les autres nous laisse

indifférent, et l'on n'est ni jaloux ni malheureux parce que d'autres en usent plus que soi. Cette sécurité est si complète et cette jouissance commune si naturelle qu'on ne se rend plus compte du rôle que toutes ces choses socialisées jouent dans notre vie, du fardeau dont elles nous soulagent, des services qu'elles nous rendent.

Ce sont pourtant les mêmes hommes, avec la même nature humaine, qui les organisent, les maintiennent, les contrôlent et en jouissent. Seulement, relativement à elles, leur mentalité est collectiviste; pour le reste elle est individualiste ou capitaliste.

Comment expliquer cette manière différente d'envisager les choses? C'est que les unes ont été depuis longtemps utilisées collectivement, et l'on s'est habitué à les posséder collectivement; les autres, jusqu'à tout récemment, étaient utilisées individuellement et ne pouvaient pas être possédées collectivement, et la transformation matérielle s'est opérée si rapidement que la mentalité est restée en arrière. Ainsi, les chemins sont depuis longtemps propriété collective, et l'on ne peut pas concevoir une autre manière de les posséder. Les quelques vestiges de propriété privée qui en restent, sous forme de chemins de péage, semblent un impôt intolérable. On paie sans murmurer un sixième de son revenu à un propriétaire de terrain qui ne nous rend aucun service, mais on crie comme un écorché parce que ceux qui font et entretiennent un chemin demandent cinq sous à ceux qui passent dessus.

Toute tentative de transformer ces propriétés collectives en propriétés privées soulèverait l'indignation générale, chacun se sentirait menacé dans son bien. Au fond, c'est l'intérêt individuel qui parle là comme ailleurs, mais l'intérêt individuel mieux entendu. On a compris que le meilleur moyen de s'assurer à soi-même le plus haut degré et la plus grande sécurité de jouissance, c'était de reconnaître et de protéger le droit de tous les autres, afin que tous les autres reconnaissent et protègent son propre droit, c'était de les posséder collectivement.

X

LA MENTALITE CAPITALISTE

La démonstration la plus éloquente de l'influence des conditions et des circonstances sur la mentalité nous est fournie par les capitalistes eux-mêmes. Pendant qu'ils dénoncent, eux et leurs porte-paroles, la propriété collective comme une impossibilité et une utopie, en autant que les travailleurs sont concernés, ils en sont arrivés entre eux à la substituer presque complète-

ment à la propriété individuelle, et la propriété collective entre eux leur semble maintenant toute naturelle.

Les trois-quarts de la propriété capitaliste sont maintenant propriété collective; les chemins de fer, la marine marchande, toutes les grandes industries et le haut commerce sont la propriété collective d'un grand nombre d'individus. Pas un homme ne peut dire: ce bout de chemin de fer ou ce wagon est ma propriété; mais chaque actionnaire est propriétaire, avec mille ou dix mille autres, d'une plus ou moins grande part indivise de tout le chemin. Les capitalistes trouvent profitable de confondre leurs capitaux en une seule masse pour faire de grandes choses et exploiter les industries sur une grande échelle; chacun consent à abdiquer sa maîtrise sur son bien personnel afin de mettre fin aux luttes ruineuses contre ses concurrents et profiter de l'accroissement de force que ce bien acquiert par la coopération.

A l'époque, toute récente, où les industries étaient des entreprises individuelles, on aurait considéré comme une folie et une utopie l'idée qu'un jour toutes ces entreprises pourraient être réunies et confondues pour être gérées par des étrangers, sans que l'oeil du maître soit là, toujours présent, pour les surveiller et les protéger. A cette époque-là cette conception était rationnelle, car le travail individuel et isolé était si peu productif et la petite entreprise si fragile qu'elle avait besoin pour vivre des soins attentifs et jaloux et des efforts persistants que seul le propriétaire pouvait lui donner; mais l'expérience a démontré que la grande industrie est plus féconde que la petite et que, ce que l'absence de l'oeil du maître lui fait perdre, la coopération le lui rend au centuple. Et avec ces expériences nouvelles les vielles idées individualistes s'en vont, une nouvelle mentalité se forme.

Le capitalisme, en un certain sens, est aussi du collectivisme, mais du collectivisme de classe, du collectivisme pratiqué au bénéfice d'un petit nombre et contre la masse. Entre eux, les actionnaires du C. P. R. sont collectivistes, c'est-à-dire qu'ils coopèrent et s'entr'aident; par rapport aux autres, ils sont individualistes, c'est-à-dire qu'ils les combattent et les exploitent. Le collectivisme national ne serait qu'une application plus étendue du principe de la coopération. Il abolirait la guerre entre les classes comme le collectivisme capitaliste l'a abolie entre certaines catégories de capitalistes; il ferait une société autant supérieure à celle-ci que le trust est supérieur à l'entreprise individuelle, et en faisant participer tous les hommes à cette fécondité il supprimerait à jamais la pauvreté et tous les maux qui en découlent.

XI

DE LA LIBERTE ET DU DROIT

Une autre objection au collectivisme, c'est qu'en restreignant le droit d'acquérir la propriété il enlèverait aux hommes leur liberté et les réduirait à une espèce d'esclavage. D'autre part, le motif invoqué pour justifier la propriété privée, c'est d'assurer à chacun la jouissance libre et paisible de ce qui est légitimement à lui. Voyons comment notre état social justifie ces deux prétentions.

Le sol est propriété privée. Et que voyons-nous? L'Ile de Montréal est la propriété privée de deux ou trois mille individus, et les six cent mille autres habitants de Montréal ne peuvent y occuper le moindre coin que par la tolérance de ces propriétaires et en leur payant un énorme tribut. Et cette occupation par tolérance est tout ce qu'il y a de plus précaire. Qu'un accident ou un revers de fortune les rende incapables de payer le tribut, et ils seront impitoyablement chassés; un simple caprice du propriétaire peut les forcer de déguerpir, et ils seront obligés d'aller solliciter d'un autre propriétaire la permission de s'installer ailleurs. La jouissance qu'on leur accorde n'est pas selon leurs besoins, mais proportionnée à leurs ressources, et la majorité doit se contenter de la moitié ou du quart de l'espace qui leur serait nécessaire pour vivre selon la nature et l'hygiène.

Dites-moi, de la propriété collective ou de la propriété privée, laquelle donne à ces six cent mille habitants le plus de liberté et de jouissance?

Pour les deux ou trois mille propriétaires, on peut peut-être répondre: la propriété privée — et encore, cela est discutable; mais pour les six cent mille autres habitants de Montréal?

Ce que je reproche aux économistes et à tous les défenseurs du système actuel, c'est de se placer exclusivement au point de vue des propriétaires et de ne considérer que leur intérêt. Pour eux, la masse des prolétaires existe uniquement pour travailler et produire; subsister doit leur suffire, et ils n'ont pas le droit, sous le prétexte de vouloir améliorer leur sort, de venir troubler la digestion des rentiers, actionnaires et propriétaires, seuls gens dignes d'attention et faits pour jouir de la vie.

On dira: Mais la loi permet à tout le monde d'acquérir du terrain, tout le monde est libre de devenir propriétaire. Libre légalement, oui, mais économiquement, non. Le code n'oblige personne à payer loyer, mais le besoin y force; la loi

n'oblige personne à habiter une cave humide, mais un grand nombre sont forcés d'y vivre parce qu'ils ne peuvent pas payer le prix d'un meilleur logement.

A quoi sert un droit dont on est incapable de faire usage? Cette prétendue liberté est illusoire et dérisoire. Par un article du code la loi la décrète, et par mille autres elle fournit à quelques hommes le moyen d'en priver la masse. A quoi servirait la sentence du juge libérant le prisonnier, si le géolier n'ouvrait pas les portes de la prison? La plupart des hommes sont libres comme ce prisonnier-là; la loi les déclare libres, mais ils sont enfermés à double tour dans la prison économique.

Le sol sur lequel on bâtit à Montréal est un élément naturel à l'état de nature, comme l'air que nous respirons; personne ne peut dire: j'ai créé ou j'ai produit un pied de terrain. Le sol peut être amélioré au point de vue agricole, mais pour bâtir, on le prend tel que la nature l'a fait; aucun travail humain n'y est incorporé.

Quand j'achète un chapeau ou une montre, le prix que je paie, ou au moins une partie de ce prix, représente le travail du chapelier ou de l'orfèvre, et la valeur du chapeau ou de la montre est déterminée par la quantité de travail qu'il a fallu pour les produire; mais quand j'achète un terrain à bâtir à Montréal, que représente le prix? Certainement pas le travail de mon vendeur, ni celui de ses auteurs, ni rien qui vient d'eux, puisque le terrain qu'il me vend est dans le même état qu'il était avant qu'aucun être humain y eut mis les pieds, sauf peut-être qu'on l'a dépouillé de ses arbres. Le prix que je paie représente le tribut que son titre de propriété permet au propriétaire de prélever sur ceux qui désirent vivre ou qui sont forcés de vivre à Montréal.

Le prix de la montre est plus élevé que celui du chapeau, parce qu'elle représente plus de travail, elle a une plus grande valeur intrinsèque; un arpent de terrain dans l'île de Montréal ne représente pas plus de travail, et a par conséquent la même valeur intrinsèque qu'un arpent de terrain dans le comté de Labelle; cependant, l'arpent de terrain à Montréal se vend depuis mille jusqu'à deux millions de dollars, tandis que le prix de l'autre n'excède pas cinquante dollars. D'où vient la différence? C'est qu'un grand nombre d'hommes s'étant groupés sur l'île de Montréal et y ayant organisé des moyens de vivre, pour avoir accès à ces moyens de vivre, il faut habiter un coin de terre sur l'île de Montréal, et les détenteurs de titres de propriété se mettent en travers de la route et disent à tout venant: Tu n'entreras pas sans nous payer tribut.

Ce qui a de la valeur, ce n'est pas le terrain, c'est l'outillage

de production et l'organisation sociale qui ont été établis dessus, et les propriétaires se font payer pour ce qui a été créé et établi par la communauté toute entière.

Le propritaire de terrain dans l'île de Montréal ne rend, comme tel, aucun service quelconque à la population de Montréal; son rôle est purement négatif. Il a le pouvoir d'empêcher les autres de passer et d'utiliser le sol, et c'est la renonciation à se servir de ce pouvoir qu'il fait payer. Le brigand armé qui se campe au coin d'une route et dit au voyageur : "Tu ne passeras pas sans me payer une rançon", ne fait pas autre chose. Il a le pouvoir d'empêcher le voyageur de passer et il renonce, moyennant finance, à s'en servir. Et ce qui rend l'analogie plus complète c'est que dans les deux cas les motifs qui déterminent la quotité de la rançon sont les mêmes. La rançon exigee par les propriétaires de terrains, en d'autres termes la valeur commerciale des terrains, est réglée par l'intensité du besoin de ceux qui les demandent et par ce qu'ils sont capables de payer pour satisfaire ce besoin. Le prix monte avec l'étendue du besoin et la capacité de payer, mais il ne doit dépasser ni l'un ni l'autre, car si le prix du terrain n'est pas proportionné au besoin, on s'en passera volontairement, et s'il excède les ressources pécuniaires, on s'en passera forcément, et le propriétaire ne touchera pas sa rançon. De même, le brigand intelligent n'exigera jamais plus que ce que le voyageur a dans son gousset, et il demandera davantage à celui qu'il sait être obligé de passer qu'à celui qui peut aussi bien retourner sur ses pas.

Celui qui aurait eu du roi de France, il y a deux cents ans, une concession de cent arpents dans l'île de Montréal et qui aurait conservé jusqu'aujourd'hui son titre, par le seul fait de ce titre---qui lui aurait été donné, peut-être, parce qu'il était un mauvais garnement dont on voulait se débarrasser en France---aurait pu, par lui-même et par ses successeurs, prélever sur la population de Montréal, sans rien lui donner en retour, des millions de dollars; c'est-à-dire qu'il aurait pu forcer plusieurs personnes à travailler constamment à son profit, sans que lui-même ne soit jamais appelé à leur rendre le plus léger service. Après avoir pendant deux cents ans prélevé toute cette richesse on pourrait croire que son droit est épuisé. Bien au contraire, sa faculté de rançonner la société s'accroît sans cesse, et au lieu de cinq personnes qu'il pouvait faire travailler pour lui il y a cinquante ans, ou de vingt il y a vingt-cinq ans, aujourd'hui c'est cent, deux cents, cinq cents personnes qui sont ses 'esclaves" et qui lui apportent chaque jour le produit entier de leur travail. En d'autres termes, son terrain vaut aujourd'hui un, cinq ou dix millions. En d'autres termes encore, plus précis et plus vrais, la population de Montréal a un plus grand besoin de ce terrain et

il peut élever la rançon qu'il a exigée jusqu'ici pour ne pas se servir du pouvoir que lui a conféré le roi de France d'empêcher les autres de toucher à ce terrain.

Que le concessionnaire originaire ait subséquemment cédé son droit à un autre, et cet autre à un troisième, la chose est absolument indifférente à ceux qui ont payé le tribut, qui le paient ou qui le paieront; la somme de richesses dont les tributaires ont été dépouillés est la même, et qu'une seule famille en ait profité ou plusieurs, ils n'en sont pas moins pauvres. Ce serait une médiocre consolation pour le voyageur d'apprendre que le brigand qui l'a volé avait dû payer un autre brigand pour avoir le privilège de se poster à ce coin avantageux de la route.

XII

LE CHANTAGE DE LA PROPRIETE DU SOL

Les exemples font mieux saisir une idée. Un voyageur égaré dans la forêt et mourant de faim se présente à la cabane d'un bûcheron et demande à celui-ci de lui vendre un morceau de pain. Quel prix le bûcheront pourra-t-il exiger pour son pain? Le prix qu'il a payé au boulanger, et peut-être quelque chose de plus pour la peine qu'il a eue d'aller le chercher, direz-vous. Cela semble en effet conforme à la justice et au droit naturel, et c'est probablement ce que demandera le bûcheron, à moins qu'il ne donne son pain gratuitement, par charité; mais si par hasard ce bûcheron a lu quelqu'économiste et est imbu des idées et des sentiments capitalistes et propriétaires, il raisonnera comme ceci: L'intensité du besoin de l'acheteur et les ressources à sa disposition sont la loi qui détermine le prix des choses. Or, sans mon morceau de pain cet homme va mourir, et j'ai raison de croire qu'il peut disposer d'une somme de cent dollars; donc, le prix de mon morceau de pain est cent dollars. Ou s'ils sont trois voyageurs mourant de faim et que le premier possède soixante dollars, le second trente et le troisième dix, le bûcheron dira: J'ai dix onces de pain, ils peuvent payer cent dollars, donc, le prix de mon pain est dix dollars l'once; et il en livrera, au premier six onces, au deuxième trois onces et au troisième un once. Et ceux-ci continueront leur chemin. Le premier, suffisamment nourri, sortira facilement du bois, le second aussi peut-être, mais le troisième tombera d'épuisement dans quelque fourré du bois.

Ou mieux encore, si l'un des trois voyageurs, plus vigoureux et plus avisé que ses compagnons, prenait les devants, allait acheter pour cinquante sous la pain du bûcheron et revenait le

revendre aux deux autres à raison de dix dollars l'once. On n'aurait pas de termes assez virulents pour flageller ce cruel bûcheron ou ce misérable compagnon; mais de quel droit les propriétaires de terrains et les spéculateurs de Montréal leur jetteraient-ils la pierre? N'auraient-ils pas, ce bûcheron et ce voyageur, raisonné et agi comme eux, et quelle différence y a-t-il entre la rançon arrachée pour le morceau de pain dont on a absolument besoin pour se nourrir et celle exigée pour le morceau de terrain dont on a absolument besoin pour se loger? Aucune, si ce n'est que le morceau de pain représente un peu de travail, tandis que le morceau de terrain n'en représente pas du tout; et ne voit-on pas tous les jours un grand nombre d'hommes, de femmes, et surtout d'enfants, périr, comme le troisième voyageur, faute d'avoir pu payer le prix d'une quantité suffisante de logement.

XIII

L'ESCLAVAGE

Nous avons prononcé tout-à-l'heure le mot esclave. Cette expression n'est pas une figure; elle est prise dans son sens littéral et elle est parfaitement vraie. Le propriétaire qui jouit d'un revenu de soixante mille dollars possède vingt-cinq esclaves; celui qui a un revenu de six cent mille dollars possède deux cent cinquante esclaves. Si cette propriété ne revêt pas la forme et l'apparence de l'esclavage, elle en a l'essence et la substance.

Qu'est-ce, en effet, qui constitue l'essence de l'esclavage? N'est-ce pas le fait pour un homme de pouvoir contraindre un autre homme à travailler à son profit? Le planteur du Sud n'achetait pas un nègre pour le plaisir d'avoir à le nourrir, à le loger et le surveiller; c'était pour le faire travailler et s'approprier le produit de son travail. C'étaient là le but et la fin de l'esclavage; tout le reste était les moyens pris pour arriver à cette fin. Or, en calculant le produit d'une journée de travail à dix dollars, le propriétaire de terrain qui reçoit cent dollars par jour ne s'approprie-t-il pas, sans rien donner en retour, le fruit du travail de dix travailleurs? Dans le premier cas le moyen d'appropriation était un titre de propriété dans la personne de l'esclave, dans le second c'est un titre de propriété dans une chose nécessaire à l'esclave. Dans le premier cas un certain nombre d'esclaves nommés et identifiés travaillaient pour un maître et ce maître s'appropriait directement et identiquement le produit du travail de ces esclaves; c'était de l'esclavage individualiste; dans le second cas les travailleurs collectivement travaillent

pour les propriétaires collectivement, le produit forme une seule masse et chaque propriétaire prend la part à laquelle son titre de propriété lui donne droit; c'est de l'esclavage collectiviste.

Et cette dernière forme d'esclavage est infiniment plus avantageuse aux propriétaires que l'autre. Pour avoir un esclave le planteur était obligé de l'acheter ou de l'élever; il lui fallait ensuite le nourrir, l'habiller, le loger, le soigner, le diriger, le maintenir par la force sur son domaine et dans l'obéissance. L'esclave représentait pour le maître un capital qui pouvait se perdre par la mort ou la désertion, ou se détériorer par la maladie, les infirmités, la vieillesse. Pour protéger et conserver ce capital, le maître devait entretenir ses esclaves comme un cultivateur soigneux entretient ses bestiaux, les bien nourrir, bien loger et ne pas leur imposer un travail excessif ,et il devait donner les mêmes soins à la progéniture, pour en faire plus tard de bonnes bêtes de somme. Le planteur, avant de toucher un sou de profit, devait prélever sur le travail de son esclave son capital, qui disparaissait avec la mort de l'esclave, et ce que lui coûtaient son entretien et sa garde. C'était en somme une industrie assez risquée et qui offrait bien des inconvénients que ce mode d'exploitation du travail humain. Combien plus sûr, plus facile et plus profitable est l'autre mode !

Le propriétaire de terrain, lui, pour chaque dix dollars par jour de revenu qu'il retire, s'approprie le produit entier du travail d'un homme; et cet homme, il n'a pas à l'acheter, il n'a pas à le diriger, il n'a pas à le nourrir, à le vêtir, à le loger; s'il meurt ou s'il s'en va, un autre prend sa place; s'il est malade, s'il souffre, s'il dépérit, s'il est traité comme un chien galeux, s'il est surmené jusqu'à en crever, si ses enfants sont chétifs et malingres, tout cela n'affecte en rien les intérêts du propriétaire, le produit du travail de son homme lui arrive toujours, intact et entier. Sa quiétude et sa sérénité n'en sont pas même troublées, car ce système a ceci de bon, que les relations entre le maître et l'esclave n'étant pas personnelles et directes, on ne les apperçoit pas telles qu'elles sont, et l'un et l'autre s'illusionnent au point de croire que l'esclave est un homme libre et que le propriétaire est son bienfaiteur et son soutien. On croit que le soleil tourne autour de la terre! Pourtant, des Galilée sont venus et la lumière commence à se faire sur les relations vraies entre ces deux astres, la propriété et le travail.

La propriété du planteur était une propriété périssable et dure d'entretien, c'était une créance contre un individu plus ou moins solvable; celle du propriétaire de terrain, c'est, comme dans les "donaisons" de nos grand'pères, une vache qui ne meurt pas, et qui ne mange pas, c'est un titre de rente sur l'état ou une part de la Banque de Montréal.

Le planteur ne s'appropriait que le produit du travail grossier de quelques manoeuvres ignorants, le propriétaire de terrain choisit dans l'infinie variété des produits du travail manuel ou intellectuel; il peut mettre à son service les muscles, les cerveaux, et même les consciences.

La proportion du travail de l'ouvrier qui va au capitaliste est beaucoup plus grande que celle du travail de l'esclave qui allait au planteur. Et la preuve, c'est que le capitaliste s'enrichit beaucoup plus vite.

XIV

DU DROIT DE PROPRIETE

La terre, l'eau, l'air et la lumière sont des éléments naturels essentiels à la vie. Priver un homme de l'un de ces éléments, c'est le priver du droit de vivre. On n'a pas plus le droit de dire à un homme: Tu ne te poseras nulle part sur un coin du sol, sans me payer tant, qu'on aurait le droit de lui dire: Tu ne rempliras pas tes poumons dans l'atmosphère, tu ne boiras pas à la rivière, ou tu ne laisseras pas pénétrer les rayons du soleil dans ta maison, sans me payer tant.

On a confondu le droit légitime d'exiger une indemnité pour la valeur additionnelle conférée à un lopin de terre par son travail ou son industrie avec le droit de propriété dans le fonds même du sol, et cette confusion a été et est la cause de la plus grande injustice sociale.

La propriété du sol, sous une forme ou sous une autre, a toujours été le moyen le plus efficace employé par les forts pour pressurer les faibles. Au temps de la féodalité, alors que l'agriculture était presque l'unique source de la richesse, les rois et les nobles se partageaient le territoire et obligeaient le peuple à leur payer des rentes pour avoir le privilège de cultiver un morceau de ce territoire. Dans la plupart des pays civilisés on s'est révolté contre ce régime. La rente prélevée sur les travailleurs des villes par les propriétaires de terrains est aussi lourde que la rente seigneuriale d'autrefois. On ne la voit pas, parce qu'au lieu d'être imposée par la force des armes ou les édits d'un roi, elle se cache sous l'apparence de contrats librement consentis. Elle n'en est pas moins réelle. Le loyer représente en moyenne de vingt-cinq à trente-trois pour cent du salaire d'un ouvrier, soit, disons, quinze dollars par mois; dans ce loyer le prix du terrain doit représenter au moins un tiers, soit, cinq dollars par mois; et cet ouvrier paie en outre, dans tout ce qu'il achète, une part des prix fabuleux qu'ont atteint les terrains dans les quartiers commer-

ciaux; de sorte que le tribut payé par chaque ouvrier gagnant six cents dollars par an aux détenteurs de titres de propriété, et pour lequel il ne reçoit en retour absolument rien, n'est pas éloigne de cent dollars par année.

Etrange aberration! On s'indigne, on se cabre, toute la population est en émoi si l'on découvre qu'un échevin ou un député a détourné quelque mille dollars du trésor public ou a accepté le moindre pot-de-vin, qui ne représentent pas la moitié d'un sou du salaire de chacun, et l'on souffre sans rien dire d'être extorqué, régulièrement et systématiquement, d'un sixième de son revenu. Bien loin de se révolter, on honore les extorqueurs, on leur accorde notre confiance et on les charge d'aller légiférer pour nous. Et plus ils extorquent gros, plus les honneurs et la confiance sont grands. C'est que, voyez-vous, il y a longtemps que cela dure, et tout ce qui est vieux est respectable. Un vol ancien, portant barbe blanche et recouvert de la mousse du temps, prend des airs vénérables, et le peuple, ébahi et hypnotisé, s'incline avec stupeur et respect, comme les sauvages devant leurs dieux de bois. Mais il suffit parfois que quelqu'audacieux ose arracher cette barbe et gratter cette mousse pour que la foule, honteuse et furieuse d'avoir été si longtemps la dupe de cette vieille canaille, se précipite sur elle et l'extermine. On a eu des exemples assez frappants de ces réveils populaires, il y a quelque cent vingt-cinq ans en France et un peu plus tôt en Angleterre.

En Angleterre, tout récemment, on a reconnu et proclamé ce principe, que l'augmentation en valeur d'un immeuble ne provenant pas du fait du propriétaire, mais du fait de la société — the unearned increment — n'appartient pas légitimement au propriétaire, et l'on a décrété que l'Etat prendrait vingt pour cent de cette valeur. On n'a pas été logique. Si cette valeur appartient à la société, pourquoi en laisser quatre-vingt pour cent au propriétaire? Et si l'augmentation de valeur du terrain n'appartient pas au propriétaire, le terrain lui-même ne lui appartient pas non plus, car l'existence même du terrain n'est pas plus son fait que l'augmentation de sa valeur commerciale, et il ne peut réclamer légitimement comme sien que ce qu'il a ajouté au terrain par son travail ou celui de ses auteurs. Espérons que ce n'est là qu'un commencement et que l'on finira par aller jusqu'au bout des conséquences du principe que l'on a posé.

Nous entendions il y a quelques années un jésuite distingué, prêchant sur la question sociale, déclarer du haut de la chaire, avec toute l'autorité d'un ministre de la religion, que la propriété est de droit divin, parce que Dieu ayant donné à l'homme des besoins, des bras pour travailler et une intelligence pour prévoir, et mis à sa disposition toutes les ressour-

ces de la nature, il avait évidemment entendu que l'homme pendant ses années viriles fît provision pour la vieillesse et la maladie; qu'en conséquence c'était la volonté divine que l'épargne, c'est-à-dire la richesse créée par un homme et non consommée, fût respectée par les autres hommes pour que le producteur de cette richesse pût en jouir plus tard selon ses besoins et son bon plaisir. Et pour appuyer sa thèse, il s'écriait: Un colon et sa famille s'enfoncent dans la forêt ; après de longues années de pénible labeur et de sacrifices ils parviennent à défricher un lopin de terre qui assurera leur subsistance. Que diriez-vous d'une société qui forcerait ce colon à partager sa terre avec quelque fainéant ou quelque prodigue? Ne serait-ce pas le comble de l'injustice. Et ce beau raisonnement, le croirait-on, concluait au maintien de la propriété privée telle que nous l'avons aujourd'hui.

Il ne voyait pas, ou il ne voulait pas voir, ce bon père, que son raisonnement et son exemple étaient la condamnation la plus claire et la plus directe de l'état social qu'il défendait. Son colon, qui est bien, en effet, le plus légitime détenteur de son morceau de terre, puisqu'il y a incorporé l'effort de ses muscles, la sueur de son front et les tristesses de son coeur, puisque la valeur que sa terre a acquise elle l'a puisée dans la vie même du colon, c'est précisément ce propriétaire-là dont la propriété est la plus précaire et la moins assurée; c'est ce propriétaire-là qui voit si souvent, pour la moindre cause, son lot lui échapper: un marchand de bois le convoite, intrigue, corrompt et se fait octroyer un titre; une mauvaise récolte, une maladie, un accident quelconque empêche le colon de payer une dette, la terre est vendue par le shérif et le créancier l'achète pour une chanson. Et cette bonne société, à laquelle le révérend père ne veut pas que l'on touche, sanctionne ce transfert de propriété et garantit de toute la puissance de sa force collective la jouissance paisible par le marchand de bois ou le créancier des résultats de dix années de pénible labeur du colon. Et si le colon reussit à conserver son lot, après avoir défalqué de sa récolte les tributs qu'il lui faudra payer à toutes les catégories de capitalistes, il lui restera juste de quoi ne pas mourir de faim.

Par contre, le grand propriétaire urbain, qui n'a pas ajouté pour un sou de valeur à ses lots, mais qui, par le seul fait de sa propriété, accapare et absorbe le fruit du labeur de centaines de travailleurs, celui-là, sa propriété est à l'abri de tous les accidents et de tous les attentats; la loi, le législateur, les tribunaux, toute la société, n'ont pas de plus grand souci que d'assurer à ce propriétaire la jouissance paisible de son bien.

Le colon est un travailleur utile à la société, un créateur de richesse, une abeille, et il a la part qui revient à ceux de son es-

pèce; le propriétaire urbain est un gros frelon parasite, qui brille et bourdonne, mais n'a jamais produit l'équivalent de son petit déjeûner, et c'est lui qui ramasse tout le miel.

Il y a propriétaire et propriétaire, comme il y a animal et animal. Vouloir justifier la propriété en exhibant le pauvre colon, c'est vouloir excuser le loup et le tigre en nous montrant l'agneau. Le père jésuite nous a fait voir le plus doux, le plus innocent, le plus bienfaisant des propriétaires, l'agneau de la ménagerie, et il s'est écrié: Voilà celui que l'on veut égorger! Et tous les assistants ont pensé: Quelle horreur!

Que le révérend père se rassure, le colon, comme tous les travailleurs utiles, ne sera pas une victime, mais un bénéficiaire du collectivisme.

XV

INCONSEQUENCES

Nos idées sociales sont un tissu d'inconséquences et de contradictions. La loi interdit l'usure, l'usurier est mis au ban de la société, on le traite de vampire et d'exploiteur des misères humaines. Et que fait l'usurier? Il profite du besoin qu'un homme a de son argent pour exiger vingt, trente ou cinquante dollars par année pour chaque cent dollars dont il permettra à cet homme de se servir. Et le propriétaire, lui, qui a payé un terrain mille dollars et qui en retire un revenu de mille dollars, est-ce qu'il ne profite pas du besoin que l'on a de son terrain pour exiger cent pour cent par année pour en permettre l'usage? Où est la différence?

L'argent n'est rien par lui-même, mais par le fait d'une convention sociale il est la représentation et l'équivalent de toutes les utilités. Donner l'usage d'une somme d'argent, c'est donner l'usage d'une quantité déterminée de n'importe quelle utilité, y compris un morceau de terrain. Et si c'est un crime d'exiger cinq cents dollars par année pour l'usage d'un morceau de terrain transformé en une somme de mille dollars, pourquoi serait-il légitime d'exiger mille dollars par année pour l'usage d'une somme de mille dollars transformée en un morceau de terrain?

Il y a ceci à dire en faveur de l'usurier, c'est que la richesse qu'il prête sous forme d'argent est d'une nature volatile et peut s'évaporer; il court des risques de la perdre; tandis que celle dont le propriétaire prête l'usage sous forme de terrain est indestructible et il ne court aucun risque.

On dira: Mais il n'est pas vrai que le propriétaire d'immeuble retire cent pour cent sur son capital, le revenu ordinaire d'un immeuble n'excède guère dix pour cent. Il n'y a là qu'un simple

procédé d'arithmétique. L'usurier augmente le taux de l'intérêt selon le besoin de l'emprunteur; le propriétaire, lui, conserve le même taux, mais augmente le chiffre du principal. Cent pour cent sur mille dollars ou dix pour cent sur dix mille dollars, c'est la même chose.

Mais la différence essentielle entre ces deux sortes d'exploitation, qui rend l'une honorable autant que l'autre est méprisée, la voici: L'usurier est un exploiteur sur une petite échelle, ses victimes sont accidentelles et isolées; elles tombent dans ses griffes à la suite de catastrophes financières ou de dérèglements qui sortent du train ordinaire de la vie et qui font taches; elles sont visibles comme des points noirs sur une feuille blanche, comme un trou dans le sol. L'exploitation par le propriétaire est la règle générale et commune, tous y sont soumis, tous en sont les victimes; le loyer pèse d'un poids égal et uniforme sur toutes les épaules et les écrase au même niveau; et de même que les points sont invisibles quand la feuille est toute noire et que les trous disparaissent quand tout le sol est creusé, la misère de chacun est perdue dans la misère de tous.

La peine des autres nous aide à supporter la nôtre, le pain noir est moins amer quand personne n'a de pain blanc, et l'on est plus malheureux de payer vingt-cinq dollars par année à un usurier que quinze dollars par mois à un propriétaire.

L'usurier est un petit voleur, et par conséquent il doit être puni; le propriétaire est un grand voleur, et par conséquent il doit être considéré et titré.

XVI

DU CAPITALISME AU COLLECTIVISME

Une chose semble embarrasser un grand nombre de personnes, et l'on entend souvent cette question: Tous les moyens de production et d'échange sont actuellement la propriété de certains individus, qui les ont acquis régulièrement et légalement, conformément aux règles actuellement existantes; pour organiser la société collective il faudrait les dépouiller; de quel droit et comment allez-vous le faire?

A cela nous répondons :

1. De tout temps, le droit du plus fort a primé tout autre droit. Les conquérants, après avoir écrasé par la force des armes les nations plus faibles, s'emparaient de leur territoire, de leurs biens, et souvent de leurs personnes; ils se partageaient ce butin, et lorsque cette appropriation par le vol à main armee

avait été sanctionnée par les lois des spoliateurs eux-mêmes, elle acquérait la force du fait accompli et elle était reconnue comme légitime.

Cette loi du plus fort est l'origine de presque toutes les institutions actuelles. Le Canada est une possession de l'Angleterre parce que les Anglais ont vaincu les Français sur les Plaines d'Abraham; et les Français eux-même s'étaient approprié le territoire canadien en en chassant les Indiens; le "landlordism" anglais, cette monstrueuse exploitation, a pris son origine dans le partage du sol de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant entre ses barons; et toutes les guerres, qui ne sont que le meurtre et le brigandage organisés sur une grande échelle, amènent la spoliation du plus faible par le plus fort; et la propriété ainsi acquise est reconnue par les lois, maintenue par les tribunaux et consacrée par les églises.

Or, dans toutes les sociétés, les prolétaires sont le nombre et ils ont la force, et, en vertu même des doctrines admises, ils n'auraient pas besoin d'autre excuse pour s'emparer de la propriété capitaliste.

2. Mais ils ont aussi la légalité pour eux. Dans notre système politique toutes les lois sont sensées être l'expression de la volonté de la majorité et être faites dans l'intérêt de la majorité. Or, la propriété est essentiellement dépendante de la loi; seule, la propriété du produit de son propre travail est de droit naturel; toutes les autres propriétés découlent uniquement de la loi, c'est-à-dire de la volonté capricieuse, changeante et arbitraire des législateurs. La loi, subissant l'influence des intérêts contraires et de la corruption capitaliste, est constamment modifiée; tous les jours une loi nouvelle vient attribuer aux uns ce qu'une loi antérieure attribuait à d'autres. Les détenteurs de la richesse ne peuvent invoquer aucun droit moral,naturel ou divin ; ils n'ont d'autre titre à leur propriété que des textes de lois, c'est-à-dire le consentement présumé de la majorité,exprimé par des codes ou des statuts, et ils n'ont d'autres moyens de faire respecter leur titre que la force collective de la société, déléguée aux tribunaux et supportée par la force armée.

Si un jour la majorité, comprenant que les lois actuelles sont en contradiction avec le principe d'où elles découlent et bénéficient exclusivement à la petite minorité des possédants, retirait son consentement et sa protection à la propriété capitaliste, que resterait-il aux capitalistes? Et si cette majorité, assumant réellement et efficacement l'exercice du pouvoir législatif, qui lui appartient légitimement, et faisant table rase du droit romain et de toutes les autres reliques d'un autre âge, posait à la base du droit ce principe fondamental: La société ne reconnaît comme

propriété individuelle que ce qui vient de l'individu; rien de ce qui est nécessaire à la société ne peut être propriété individuelle; est-ce que cette majorité ne serait pas absolument dans son droit, et est-ce que cette loi ne serait pas la plus juste et la plus conforme au droit naturel qui ait jamais été promulguée? Et ce principe étant admis, le problème de la socialisation serait résolu.

3. La loi déclare nul tout contrat qui n'a pas été librement consenti par les deux parties; mais ce principe n'est appliqué qu'au bénéfice de la propriété, et non au travail. Si vous êtes propriétaire et que l'on profite de votre faiblesse pour vous arracher un marché désavantageux, la loi intervient et vous fait restituer votre bien; mais si vous êtes un travailleur et que l'on profite de ce que vous avez faim pour vous arracher quinze heures de travail pour cinquante sous, la loi ne s'en préoccupe pas. Il n'y aurait qu'à appliquer ce principe au travail comme il l'est à la propriété, et tous les contrats de salaire seraient annulés, et toute la richesse capitaliste serait restituée à ses légitimes propriétaires, c'est-à-dire ceux qui l'ont produite.

4. Si la nation est menacée par une nation étrangère, on force le travailleur à donner tout ce qu'il possède — sa vie — pour défendre le territoire, dont il ne possède pas un pouce, et la patrie, qui est pour lui une marâtre; pourquoi hésiterait-on, pour défendre la nation contre la famine, à exiger du capitaliste une partie de ce qu'il possède — sa propriété?

5. La propriété n'est désirable que pour le bonheur qu'elle procure, et la richesse capitaliste ne donne que des jouissances factices, grossières et méprisables; ces jouissances, tirées de la douleur des autres, ne laissent pas le coeur en paix et l'âme sereine. La richesse excessive est aussi funeste que l'extrême pauvreté, et il est aussi difficile aux très riches de ne pas aller se perdre dans le bourbier de la fainéantise et de la débauche qu'aux très pauvres de sortir de leur abjection et de leur ignorance. Dépouiller un homme de sa propriété capitaliste pour le faire entrer dans une société collectiviste serait un bienfait pour lui.

Ainsi donc, le jour où la majorité voudra transformer la société capitaliste en une société collectiviste, elle ne manquera pas de raisons pour justifier toutes les mesures nécessaires à cette fin.

Il n'y aura pas lieu non plus de s'apitoyer sur le sort des spoliés. La spoliation dont ils seront les victimes sera cent fois plus douce que celle dont ils sont les auteurs. Le capitalisme dépouille la masse des travailleurs du fruit de leur labeur

et les réduit à la misère; le socialisme dépouillera les capitalistes de richesses qu'ils ont arrachées aux travailleurs et qui leur sont inutiles et nuisibles, et les mettra à même de participer aux avantages d'une société infiniment supérieure.

CONCLUSION

L'impuissance du capitalisme apparaît tous les jours avec plus d'évidence. Pour le maintenir debout on a essayé tous les systèmes d'administration, de banques, d'assurances, d'arbitrage, toutes les formes d'associations, ouvrières, patronales, de secours, de protection, tous les tarifs douaniers; l'Angleterre a eu le libre échange absolu, les Etats-Unis la protection à outrance, avec des résultats identiques: richesse excessive, pauvreté et misère; Léon XIII, il y a plus de vingt ans, dans Rerum Novarum, a offert son remède au monde: la pratique des vertus chrétiennes, la charité et la prière; les volumes de lois, de statuts et de règlements se succèdent sans fin, réprimant, prohibant, punissant, favorisant tantôt une classe, un groupe,une région, tantôt un autre: on étaie ici, on replâtre là, on bouche des trous et on ouvre des issues; on abandonne une idée et on la reprend; on change de gouvernements, d'hommes, de politique; mais, en dépit de tous ces laborieux efforts, le conflit s'accentue, les haines s'amoncellent, la guerre entre le capital et le travail est permanente, l'exploitation de l'homme par l'homme est plus intense et plus féroce; la cruauté, la barbarie et la stupidité de notre système économique éclatent avec plus de force; l'édifice capitaliste craque de toutes parts et chancelle, il tombe par morceaux, et il s'écroulera bientôt avec fracas, si l'on ne sait prévenir ce désastre.

N'est-il pas assez clair aujourd'hui que cet édifice est bâti sur une mauvaise base, et que tous les replâtrages et les badigeonnages qu'on lui fait subir ne peuvent arrêter le travail de destruction qui se fait au fond?

Le principe fondamental de notre système est le profit et l'exploitation; c'est un principe d'égoïsme, de haine et de mort. Il faut lui substituer le principe de la coopération et de l'entr'aide, principe fécond et bienfaisant, qui est la cause et la source de tout ce qui arrive de bien et de bon dans le monde.

Le capitalisme a assumé la tâche de pourvoir aux besoins de l'humanité; il détient tous les moyens de production et de distribution; la société est à sa merci pour sa subsistance et sa vie; si le capitalisme faillit à sa tâche, l'humanité doit-elle périr? Non, c'est le capitalisme qui disparaîtra, comme toutes les organisations sociales du passé ont disparu quand elles avaient

cessé de correspondre aux circonstances où se trouvait placée l'humanité.

On dit que la propriété capitaliste est la seule possible, et que la propriété collective est un rêve et une utopie. Cette théorie est soutenue par tous ceux qui vivent de rentes, de loyers, de profit et d'exploitation, et par les mercenaires des capitalistes, qui vendent leur plume et leur parole, et pour maintenir le peuple plus longtemps sous le joug, cherchent à détourner son attention de l'exploitation dont il est la victime en le tenant préoccupé de mille billevesées, ou en lui prêchant la résignation passive à la souffrance infligée et à l'exploitation, et en cherchant à lui faire croire que sa pauvreté est une chose nécessaire et voulue de Dieu. Mais tout homme sans préjugé et loyal ne peut réfléchir sur le problème économique sans condamner le capitalisme et reconnaître que le socialisme est, au degré d'évolution où nous sommes arrivés, le seul système économique possible. C'est pourquoi, malgré la couche épaisse de préjugés, de fausses représentations et de mensonges sous laquelle on cherche à étouffer l'idée, elle avance irrésistiblement, et c'est là le seul point lumineux au sombre horizon de nos destinées.